

la détente, qui doit être une politique tangible et non pas seulement une formule qui sonne bien.

Deuxièmement, l'invasion soviétique est venue aggraver une situation déjà complexe et difficile en matière de sécurité régionale; outre qu'elle nuit sérieusement à la cause de la paix mondiale, une telle initiative constitue assurément une grande menace pour les nations et les populations de la région. Les tensions se sont accrues, les incertitudes se sont multipliées et les possibilités d'une nouvelle déstabilisation se sont faites plus nombreuses. Mais, facteur plus important, la voie du développement économique sera entravée, et il est difficile d'évaluer les conséquences humaines qui en découleront. Il n'est toutefois pas si difficile de prévoir l'issue de la tragédie qui se joue, et qui continuera sans doute de se jouer, du point de vue des mouvements de réfugiés. Encore une fois, comme au Vietnam et au Kampuchea, des vies sont perdues, des familles sont séparées et des épreuves de toutes sortes s'abattent sur les victimes. Nous ne pouvons que nous demander à qui tout cela profitera.

Enfin, et tout bien considéré, l'ensemble des relations entre l'Union soviétique et les autres nations connaîtra inévitablement des tensions et un recul.

Le gouvernement canadien suivra de près la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la communauté internationale. Comme première réaction à la situation présente, nous demandons instamment au Conseil de condamner le rôle de l'Union soviétique en Afghanistan et de réclamer le retrait de toutes les forces soviétiques actuellement en Afghanistan de sorte que la population de ce pays puisse décider de son avenir sans aucune ingérence étrangère. La réalisation de cet objectif est, il nous semble, dans le plus grand intérêt de tous ceux qui se préoccupent de la paix et de la sécurité de notre planète ainsi que de l'observation des normes de conduite internationale civilisée généralement acceptées.